

Ici et là

Mesamarat al-Gayb, 17 février 1946

Commençons par ce qui se passe là-bas, avant de parler de ce qui se passe ici — le sujet de ces chroniques est toujours resté lié aux affaires de la politique mondiale, et je crois que les affaires de la politique mondiale s'étudient véritablement là-bas, non ici, se conduisent véritablement à Londres, non au Caire. Je crois même presque que la propre connaissance qu'a le gouvernement égyptien de ce qui s'y passe demeure véritablement limitée, ne dépassant peut-être pas la connaissance de tout individu ordinaire qui lit les journaux, et écoute la radio.

Rien ne le prouve mieux que cette position véritablement pénible où se trouva le président du Conseil, au Sénat, mardi, lorsqu'on lui demanda si la propre déclaration de Mamdouh Bey Riad devant le Conseil de sécurité était conforme au droit, à la justice et à la dignité, ou entièrement contraire à tout cela — sur quoi il apparut clairement que le président du Conseil ne savait absolument rien de la propre déclaration de Mamdouh Bey Riad devant le Conseil de sécurité, au-delà d'exactement ce que nous savions déjà, nous autres.

Les propres adversaires du gouvernement citaient ce qu'avait publié al-Ahram ; le président du Conseil leur répondait par ce qu'avait publié le Progrès Égyptien ; et il devint clair pour tous que le grand public des lecteurs et le président du Conseil lui-même se trouvaient sur un pied de parfaite égalité — également informés, et également ignorants — de tout ce qui se passait réellement au Conseil de sécurité, et à l'Assemblée des Nations unies !

Puisque ces mêmes chroniques sont toujours restées liées aux affaires de la politique mondiale, cherchant à donner aux lecteurs une réelle intelligence des faits véritables de ces mêmes affaires, il est tout naturel que nous parlions de ce qui se passe là-bas, avant de parler de ce qui se passe ici, en rapport avec ces mêmes affaires.

Les événements et les affaires les plus significatifs qui s'y déroulent concernent le Conseil de sécurité lui-même : trois affaires véritables lui furent soumises. La première : l'affaire iranienne, soulevée par le propre gouvernement démissionnaire de l'Iran — véritablement influencé par les Britanniques, comme le croyaient les Russes, ou véritablement non

influencé par eux, comme le prétendaient les Britanniques eux-mêmes. Cette affaire fut débattue au Conseil de sécurité dans un débat que l'on ne saurait qualifier ni de long, ni de profond — on pourrait, plutôt, dire qu'il s'acheva sur deux résultats visibles : le premier, laisser l'Iran et la Russie entre eux, pour résoudre par négociation privée les problèmes qui existent entre eux, le Conseil de sécurité devant être tenu périodiquement informé de tout accord ou désaccord que ces mêmes négociations viendraient à révéler.

Ce que cela signifie, c'est que la Russie triompha véritablement dans cette affaire : la Russie, après tout, possède la force et la puissance, et les négociations entre le fort et le faible ont des résultats déjà bien connus. Il n'est pas certain que la Russie ait véritablement l'intention de commettre une agression ouverte et violente contre l'Iran — il semble bien plus probable que la Russie ait plutôt l'intention de préserver ses propres intérêts politiques et économiques, et de maintenir l'Iran dans cette même innovation ancienne-nouvelle que l'on appelle les « zones d'influence ».

Le second résultat : cette même affaire iranienne accorda à la Russie l'occasion de demander des comptes véritables à sa propre alliée occidentale, la Grande-Bretagne, des comptes véritablement difficiles, et de présenter, devant l'opinion publique mondiale, les problèmes véritablement graves que rencontre la Grande-Bretagne elle-même, en les présentant d'une manière non dénuée d'une réelle force. La Russie souleva ensuite une seconde affaire : l'affaire grecque. Certains pourraient bien croire que la Russie échoua dans cette même affaire — un réel débat fit rage autour d'elle, les choses devinrent véritablement tendues, et les deux alliés se trouvèrent dans une position frisant l'hostilité ouverte, avant que la Russie ne retire finalement sa propre proposition, l'affaire s'achevant là, en apparence du moins.

Ce qui est certain, cependant, c'est que le monde a véritablement été témoin du désaccord entre les deux alliés, d'abord ; et que les éléments de gauche du peuple grec ont véritablement durci leur propre position, résolvant de boycotter les élections, à moins que leurs propres conditions énoncées ne soient satisfaites. La question grecque, donc, n'est nullement achevée — ni sa propre véritable nature ne demeure cachée aux hommes, ni au peuple grec lui-même.

L'affaire iranienne accorda ensuite à l'Ukraine l'occasion de soulever, elle aussi, l'affaire indonésienne devant le Conseil de sécurité.

La discussion de cette affaire devint véritablement longue, véritablement complexe, ses propres ramifications véritablement étendues, s'achevant hier par le rejet de ce que réclamait l'Ukraine — mais la Russie obtint néanmoins, à travers tout cela, exactement ce qu'elle voulait : elle démontra le désaccord entre les deux grands alliés, démontra les raisons de ce désaccord, et se positionna elle-même en véritable défenseuse des peuples faibles, en véritable avocate de leur propre liberté et de leur propre indépendance. Cela pourrait bien être véritablement vrai, ou ne pas l'être — mais ce qui ne fait aucun doute, c'est que les peuples n'enquêtent jamais, ne scrutent jamais, ne mènent jamais leur propre investigation ; chaque fois qu'ils se trouvent dans le besoin d'assistance, ils la cherchent où ils peuvent la trouver, et ils voient la Russie leur témoigner une réelle sympathie, et un réel soutien — et tout cela porte ses propres conséquences de longue portée.

Il semble fort probable que la Russie vise précisément ces mêmes conséquences de longue portée, bien plus que toute autre chose — la Russie n'a jamais été assez naïve pour imaginer que les Britanniques retireraient réellement leurs propres troupes de Grèce, ou d'Indonésie. C'est là, plutôt, une politique de piqûres d'épingle, d'une part, et de séduction véritable envers les peuples faibles, d'autre part.

Il existe une quatrième affaire soumise au Conseil de sécurité, l'affaire syro-libanaise, et il apparaît entièrement clair que la Russie s'y positionnera en soutien de nos propres frères syriens et libanais — à moins que cette même affaire ne se résolve par négociation, et que le Conseil ne trouve nul besoin réel de l'examiner. Ce qui ne fait absolument aucun doute, c'est que le Conseil de sécurité — établi pour garantir la paix, et assurer aux peuples leur propre droit à la liberté, à la justice et à l'égalité — s'est montré, jusqu'à présent, véritablement capable de deux choses seulement : la première, permettre aux grandes puissances de rivaliser entre elles, et de dévoiler mutuellement leurs propres manœuvres cachées ; la seconde, permettre à ces mêmes grandes puissances de s'accrocher à la force et à l'autorité déjà entre leurs propres mains, et de conserver leurs propres troupes où bon leur semble.

L'affaire syro-libanaise constituera un test véritablement décisif pour le Conseil de sécurité, ou pour les propres intentions véritables des grandes puissances. Si ces mêmes intentions se révélaient sincères, les Britanniques et les Français évacueraient immédiatement ces deux pays ; si elles se révélaient autres, et si le Conseil de sécurité se montrait véritablement sérieux, véritablement productif, il contraindrait les

Britanniques et les Français à cette même évacuation. S'il n'y parvenait pas, tout doute disparaîtrait entièrement des esprits, et les peuples faibles deviendraient véritablement certains que tout ce qui se déroule à Londres n'est rien d'autre qu'un simple jeu.

Voilà une partie de ce qui se passe là-bas. Quant à ce qui se passe ici, c'est chose véritablement curieuse, non dénuée d'un réel humour — quoique d'un humour véritablement amer et douloureux. L'Égypte possède sa propre délégation à l'Assemblée des Nations unies, et cette même délégation la représente également au Conseil de sécurité, depuis sa propre élection comme membre de celui-ci — mais l'Égypte elle-même, gouvernement, parlement et peuple à la fois, ne connaît presque rien de la propre politique de cette délégation à Londres, ne recevant que des surprises, lui arrivant avec les nouvelles, un matin ou un soir, la plongeant dans un réel trouble, une réelle confusion, emplissant les journaux d'un réel tumulte et d'un réel vacarme, emplissant le parlement d'un réel déni et d'une réelle protestation, provoquant la démission de certains ministres — avant que la tempête ne s'apaise enfin, et que les choses ne retrouvent leur calme, comme si rien ne s'était jamais passé.

Cela se produisit une première fois, lorsque le ministre des Affaires étrangères fit la déclaration qu'il fit, au point que les gens crurent que tout s'était véritablement effondré — puis les choses se stabilisèrent, et le ministre des Affaires étrangères fut élu juge à la Cour internationale de justice, sur quoi le président du Conseil lui envoya ses propres félicitations, et celles de ses propres collègues, sa propre estime, et celle de ses propres collègues — y compris ceux-là mêmes qui, peu avant, avaient démissionné.

Cela se produisit de nouveau lorsque Mamdouh Bey Riad prit la parole devant le Conseil de sécurité — les journaux s'agitèrent véritablement, le parlement s'emplit véritablement de tumulte, certains protestèrent sur la base de ce qu'avait publié al-Ahram, le président du Conseil protesta sur la base de ce qu'avait publié le Progrès Égyptien, al-Ahram insista sur l'exactitude de ce qu'il avait publié, l'attribuant à sa propre source responsable — tandis que le Progrès Égyptien n'a, jusqu'à présent, rien dit du tout.

Ce qui importe, cependant, c'est que la propre réputation politique de l'Égypte s'est trouvée exposée à un réel tort considérable. Le ministre des Affaires étrangères déclara que le Conseil de sécurité n'avait nulle compétence sur les affaires des pays arabes — sur quoi la Syrie et le

Liban décidèrent de soumettre leur propre affaire, et l'affaire palestinienne, au Conseil de sécurité malgré tout. Cela signifiait, en effet, qu'ils avaient rejeté le propre avis du ministre égyptien des Affaires étrangères — et l'on dit que certains gouvernements arabes ont eux-mêmes protesté contre cet avis. Cela signifiait aussi que l'unité même de la Ligue arabe s'était trouvée exposée à un réel tort, poussant Radio Moscou à déclarer que sa propre capitale s'était déplacée du Caire à Bagdad, et poussant le journal *Le Monde* — le plus grand quotidien français — à déclarer que le propre représentant de l'Égypte au Conseil de sécurité pourrait bien se révéler incapable de soutenir la Syrie et le Liban, car il pourrait bien se voir demander, en retour, ce qu'il pense de la position britannique en Égypte même.

Mamdouh Bey Riad prit alors la parole, ne faisant rien de plus que de montrer l'Égypte en soutien des Anglais et des Hollandais — un soutien véritablement tortueux et détourné, mais un soutien malgré tout. Il était du propre devoir de l'Égypte de se montrer plus rapide que l'Ukraine à soutenir l'Indonésie ; il était du propre devoir de Mamdouh Bey Riad de se montrer plus rapide que les camarades Manouilsky et Vychinski à soutenir le peuple indonésien ; il était du propre devoir du gouvernement égyptien d'établir un plan précis et détaillé pour ses propres représentants, et de demeurer précisément, minutieusement informé de ce que ces mêmes représentants disent, et de ce qu'ils font.

Mais lorsque nous voulons excuser le gouvernement égyptien, et penser du bien de ses propres membres et représentants — puisqu'ils demeurent, après tout, égyptiens —, nous nous trouvons contraints, avec grand regret, à les excuser sur des motifs qui ne nous satisfont ni ne les satisfont : à savoir qu'ils demeurent véritablement nouveaux à la politique internationale, ne l'ayant jamais pratiquée, ne s'y étant jamais entraînés — si bien qu'ils se trouvent empêtrés, de temps à autre, dans une erreur véritablement douloureuse.

Puissions-nous n'avoir jamais été élus au Conseil de sécurité cette année !